

## **Tunisie**

28 décembre 2010

## Dégradation de la situation en Tunisie suite aux évènements de Sidi Bouzid

La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) est vivement préoccupée par la dégradation de la situation en Tunisie, où les émeutes survenues dans la région de Sidi Bouzid suite à la tentative de suicide de Mohamed Bouazizi (1) (voir le dernier communiqué de la FIDH : Emeutes dans la région de Sidi Bouzid) ont déjà causé la mort de deux personnes, fait plus de dix blessés et conduit à plusieurs arrestations. Ce mardi 28 décembre, le jeune Aïmen Miri s'est également immolé par le feu à Sidi Ben Aoun. Ces événements dramatiques ont engendré plusieurs mouvements de protestation sociale qui se sont étendus à plusieurs localités du gouvernorat de Sidi Bouzid, ainsi qu'à la capitale.

Le 22 décembre 2010, Houcine Falhi, s'est suicidé en s'électrocutant après être monté en haut d'un pylône à Sidi Bouzid. Le 24 décembre lors d'une manifestation de protestation sociale à Menzel Bouzaiene, le jeune diplômé Mohammed Amari a été tué par balles par des agents de police. Dix autres personnes ont été blessées, deux d'entre elles sont dans un état grave.

Une grande manifestation s'est tenue le 28 décembre à Tunis devant le siège de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT). Les forces de l'ordre ont empêché le déroulement d'une marche pacifique à travers les grandes artères de la capitale. Les échauffourées entre la police et les manifestants auraient fait des blessés. D'autre part, des avocats ont manifesté devant les palais de justice de Sidi Bouzid et de Tunis afin d'exprimer leur soutien à la population. D'importantes manifestations de soutien se tiennent encore dans les grandes villes tunisiennes.

Par ailleurs, des journalistes se trouvent empêchés de couvrir les évènements et sont même agressés physiquement. Moez El Bey, correspondant de Radio Kalima a ainsi été brutalisé à son domicile le 24 décembre 2010 alors qu'il commentait en direct à la radio les événements survenus à Sidi Bouzid.

La FIDH appelle une nouvelle fois les autorités tunisiennes à procéder à la libération immédiate des personnes détenues, à mener une enquête impartiale pour faire toute la lumière sur ces événements, à juger les responsables et à garantir les libertés individuelles dont le droit à l'information et le droit de manifester pacifiquement.

## **Contacts presse:**

Karine Appy: + 33 1 43 55 14 12

Arthur Manet: + 33 1 43 55 90 19

## www.fidh.org

